

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202975]

24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 déterminant les conditions et modalités selon lesquelles la garantie du Gouvernement wallon peut être accordée aux emprunts pour le financement des opérations visées à l'article 63 de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, notamment l'article 63;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, notamment l'article 418;

Vu le décret du 3 avril 2009 modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures et portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région, notamment l'article 5;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2014;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 déterminant les conditions et modalités selon lesquelles la garantie du Gouvernement wallon peut être accordée aux emprunts pour le financement des opérations visées à l'article 63 de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le Gouvernement wallon détermine par voie d'arrêté le montant pour lequel il accorde sa garantie sur le projet de l'emprunteur. Il peut assortir sa décision d'octroi de sa garantie de toutes conditions qu'il juge utiles en vue d'assurer la faisabilité financière du projet, en ce compris des conditions relatives à la conclusion ou aux modalités de l'emprunt.

La garantie du Gouvernement wallon n'est accordée qu'au profit exclusif de l'institution financière qui octroie l'emprunt garanti, sauf dérogation autorisée par le Gouvernement wallon.

Cette garantie ne peut jamais être appelée par une personne autre que l'institution financière, même lorsque cette personne prouve avoir payé l'institution financière en lieu et place de l'emprunteur, sauf dérogation accordée par le Gouvernement wallon. Cette exclusion concerne également les éventuelles autres sûretés personnelles de l'emprunteur. ».

Art. 2. § 1^{er}. Dans l'article 6 du même arrêté, il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1. La garantie du Gouvernement wallon ne peut être appelée par l'institution financière prêteuse que pour les sommes suivantes :

- le solde effectif de l'encours;
- les intérêts échus non payés. ».

§ 2. Dans l'article 6 du même arrêté, il est inséré un paragraphe 1^{er}/2 rédigé comme suit :

« § 1^{er}/2. L'institution financière ne peut faire appel à la garantie du Gouvernement wallon qu'après avoir constaté la défaillance de l'emprunteur.

L'institution financière qui dispose d'autres sûretés réelles ou personnelles à titre de couverture totale ou partielle de l'emprunt garanti ne peut faire appel à la garantie du Gouvernement wallon qu'après avoir épuisé toutes les possibilités de recouvrement fondées sur ces autres sûretés réelles ou personnelles. ».

§ 3. Dans l'article 6 du même arrêté, il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. En cas de paiement par le Gouvernement wallon de tout ou partie des montants dus par l'emprunteur à l'institution financière, la Région wallonne est subrogée dans tous les droits que cette institution financière pouvait faire valoir à l'encontre de l'emprunteur, en ce compris les droits aux sûretés réelles ou personnelles. ».

Art. 3. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1^{er}. La demande d'octroi de la garantie du Gouvernement wallon est recevable uniquement lorsque l'emprunteur dispose des deux accords suivants :

- l'accord sur l'avant-projet pour lequel la garantie du Gouvernement wallon est sollicitée, obtenu conformément aux articles 1927 à 1931 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (partie réglementaire);
- l'accord sur la première phase du projet pour lequel la garantie du Gouvernement wallon est sollicitée, obtenu conformément aux articles 1932 à 1938 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (partie réglementaire).

§ 2. La demande d'octroi de la garantie du Gouvernement wallon est introduite en trois exemplaires auprès du Ministre par lettre recommandée à la poste.

§ 3. La demande est accompagnée des documents suivants, également transmis en trois exemplaires :

1. une analyse financière préalable et indépendante (plan d'entreprise, comptabilité, analyse des ratios comptables...) qui démontre la capacité de remboursement de l'emprunteur;
2. les bilans et comptes de résultat des 3 derniers exercices clôturés, et le plan financier d'investissement.
3. la liste des autres sûretés réelles ou personnelles que l'emprunteur compte accorder à l'institution financière pour garantir l'emprunt.

§ 4. La demande d'octroi de la garantie du Gouvernement wallon est instruite par l'administration régionale chargée de la Santé.

L'administration régionale chargée de la Santé, saisie de la demande, doit remettre au Ministre une proposition de décision après avoir obtenu les informations suivantes :

1° un avis motivé de la Société régionale d'investissement de Wallonie, via sa filiale spécialisée GELIGAR, portant sur l'analyse financière du projet et la capacité de remboursement de l'emprunteur;

2° un avis motivé de la Cellule d'informations financières, portant sur l'impact potentiel de la garantie en terme SEC sur les soldes de financement et d'endettement régionaux.

Après instruction de la demande, conformément aux alinéas 1^{er} et 2, la demande est transmise pour décision par le Ministre au Gouvernement wallon.

La transmission de la demande et de la proposition de décision au Gouvernement wallon intervient dans les six mois à compter du lendemain de la date d'envoi conformément au paragraphe 2, le cachet de la poste faisant foi. Si des informations complémentaires sont demandées à l'emprunteur, le délai est suspendu jusqu'au lendemain de l'envoi par cet emprunteur desdits renseignements. Toute demande de renseignements complémentaires est formulée par écrit.

§ 5. Par dérogation à l'article 13, 20°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, la décision d'octroi ou de refus de la garantie est adoptée par le Gouvernement wallon. Elle doit être motivée.

La décision d'octroi ou de refus de la garantie est notifiée à l'emprunteur par lettre recommandée à la poste. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. § 1^{er}. La garantie du Gouvernement wallon ne produit ses effets qu'à partir de la date à laquelle l'emprunteur paie à l'administration régionale de la trésorerie une cotisation fixée à 0,35 pour cent du montant de l'emprunt garanti, et une cotisation complémentaire de 0,015 pour cent du montant initial de l'emprunt garanti.

Cette cotisation doit être versée dans les trente jours calendrier à compter de la date de la notification de la décision d'octroi de la garantie à l'emprunteur.

Lorsque la cotisation n'est pas versée dans le délai prévu à l'alinéa 2, la garantie du Gouvernement wallon est réputée refusée.

Sur demande expresse motivée de l'emprunteur, le Gouvernement wallon peut déroger, à titre exceptionnel, au délai fixé à l'alinéa 2.

§ 2. Une cotisation complémentaire est due chaque année à la date anniversaire de la conclusion de l'emprunt.

Le montant de cette cotisation complémentaire s'élève à 0,015 pour cent du solde restant dû de l'emprunt à la date où cette cotisation est due conformément à l'alinéa 1^{er}.

Cette cotisation complémentaire doit être versée à l'administration régionale de la trésorerie dans les trente jours calendrier à compter de la date anniversaire de la conclusion de l'emprunt. ».

Art. 5. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Le contrôle et le suivi de la décision d'octroi de la garantie du Gouvernement wallon sont assurés conjointement

- par l'administration régionale en charge de la Santé,
- par la Société régionale d'Investissement de Wallonie, via sa filiale spécialisée GELIGAR,
- par la Cellule d'informations financières,
- par l'administration régionale de la trésorerie.

§ 2. Afin de permettre le contrôle et le suivi de la décision d'octroi de la garantie du Gouvernement wallon, l'emprunteur s'engage à :

1° fournir tous renseignements d'ordre financier ou comptable nécessaires à ce contrôle et ce suivi;

2° fournir toute justification relative à l'utilisation du prêt aux fins prévues et à la bonne exécution du projet pour lequel le prêt a été consenti;

3° associer les quatre entités visées au paragraphe 1^{er} à tous les stades de la procédure de recours à l'emprunt, lesquelles nécessitent notamment l'analyse des documents tels que le cahier spécial des charges, les offres bancaires et l'attribution.

§ 3. Afin de garantir les sommes éventuellement versées à l'institution financière en exécution de la garantie du Gouvernement wallon, l'emprunteur s'engage, pendant toute la durée de validité de la garantie du Gouvernement wallon à :

1° ne pas aliéner ses actifs immobilisés, meubles ou immeubles, sans l'accord préalable des Ministres de la Santé, du Budget et des Finances;

2° ne pas donner en garantie au profit de tiers ses actifs immobilisés, meubles ou immeubles, sans l'accord préalable des Ministres de la Santé, du Budget et des Finances;

3° consentir au profit de la Région wallonne une hypothèque sur tous les immeubles en sa possession, sauf avis contraire des Ministres de la Santé, du Budget et des Finances.

L'hypothèque visée à l'alinéa précédent, 3°, doit être consentie à première demande des Ministres de la Santé, du Budget et des Finances, pour le montant que celui-ci détermine, à concurrence au maximum du montant garanti. Lorsque l'emprunteur est une ASBL, les Ministres peuvent exiger que l'engagement de l'emprunteur soit concrétisé par un mandat authentique d'hypothéquer ses immeubles à concurrence du montant garanti.

Pour toutes les hypothèques, le Ministre du Budget et des Finances peut signer avec l'institution financière une convention de parité. ».

Art. 6. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202975]

24 APRIL 2014. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot bepaling van de voorwaarden waaronder en van de wijze waarop de waarborg van de Waalse Regering verleend kan worden voor de leningen ter financiering van de verrichtingen bedoeld in artikel 63 van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, inzonderheid op artikel 63;

Gelet op het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid, inzonderheid op artikel 418;

Gelet op het decreet van 3 april 2009 tot wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren) en houdende bepalingen betreffende de toekenning van de waarborg van het Gewest, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 april 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 april 2014;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot bepaling van de voorwaarden waaronder en van de wijze waarop de waarborg van de Waalse Regering verleend kan worden voor de leningen ter financiering van de verrichtingen bedoeld in artikel 63 van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. De Regering bepaalt bij besluit het bedrag waarvoor zij haar garantie verleent in het kader van het project van de lener. Zij kan haar besluit tot toekenning vergezeld laten gaan van alle voorwaarden die zij nuttig acht om de financiële haalbaarheid van het project te waarborgen, met inbegrip van voorwaarden of van de modaliteiten tot sluiting van de lening.

De waarborg van de Waalse Regering wordt uitsluitend gegeven ten gunste van de financiële instelling die de gewaarborgde lening toekent, behalve afwijking toegestaan door de Waalse Regering.

Die waarborg kan nooit gevraagd worden door een andere persoon dan de financiële instelling, zelfs als die persoon het bewijs levert dat hij de financiële instelling in de plaats van de lener betaald heeft, behalve afwijking toegestaan door de Waalse Regering. Die uitsluiting betreft ook de eventuele andere persoonlijke zekerheden van de lener. ».

Art. 2. § 1. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 1/1, luidend als volgt :

« § 1/1. De waarborg van de Waalse Regering kan door de lenende financiële instelling slechts voor de volgende sommen gevraagd worden :

- het effectief uitstaande kapitaalsaldo;

- de niet betaalde vervallen interesten. ».

§ 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 1/2, luidend als volgt :

« § 1/2. De financiële instelling kan de garantie van de Waalse Regering pas vragen na vaststelling van de tekortkoming van de lener.

De financiële instelling die beschikt over andere zakelijke of persoonlijke zekerheden ter gehele of gedeeltelijke dekking van de gewaarborgde lening kan de waarborg van de Waalse Regering pas vragen na uitputting van alle dekkingsmogelijkheden gegrond op die andere zakelijke of persoonlijke zekerheden. ».

§ 3. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. In geval van betaling door de Waalse Regering van het geheel of van een deel van de bedragen die door de lener aan de financiële instelling verschuldigd zijn, wordt het Waalse Gewest gesubrogeerd in alle rechten die de financiële instelling ten opzichte van de lener kon laten gelden, met inbegrip van de rechten op de zakelijke of persoonlijke zekerheden. ».

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. § 1. De aanvraag tot toekenning van de waarborg van de Waalse Regering is ontvankelijk voor zover de lener beschikt over de volgende twee overeenkomsten :

- de overeenkomst betreffende het voorontwerp waarvoor de waarborg van de Waalse Regering gevraagd wordt, verkregen overeenkomstig de artikelen 1927 tot 1931 van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid (regelgevend gedeelte);

- de overeenkomst betreffende de eerste fase van ontwerp waarvoor de waarborg van de Waalse Regering gevraagd wordt, verkregen overeenkomstig de artikelen 1932 tot 1938 van het Waalse wetboek van sociale Actie en gezondheid (regelgevend gedeelte).

§ 2. De aanvraag tot toekenning van de waarborg van de Waalse Regering wordt bij ter post aangetekend schrijven in drie exemplaren aan de Minister gericht.

§ 3. De aanvraag gaat vergezeld van de volgende stukken, eveneens in drie exemplaren overgemaakt :

1. een voorafgaande en onafhankelijke financiële analyse (ondernemingsplan, boekhouding, analyse van de boekhoudkundige ratio's...) ter bevestiging van de terugbetalingscapaciteit van de lener;

2. de balansen en resultaatrekeningen van de afgesloten 3 laatste boekjaren en het financieel investeringsplan;

3. de lijst van de overige zakelijke of persoonlijke zekerheden die de lener van plan is aan de financiële instelling toe te kennen om de lening te waarborgen.

§ 4. De aanvraag tot toekenning van de waarborg van de Waalse Regering wordt onderzocht door de gewestelijke administratie die met Gezondheid belast is.

Zodra de met Gezondheid belaste gewestelijke administratie de aanvraag in ontvangst genomen heeft, stuurt ze een voorstel van beslissing aan de Minister na de volgende informatie te hebben verkregen :

1° een gemotiveerd advies van de « Société régionale d'Investissement de Wallonie » (Gewestelijke Investeringsmaatschappij van Wallonië), via haar gespecialiseerde dochtermaatschappij GELIGAR, betreffende de financiële analyse van het project en de terugbetalingscapaciteit van de lener;

2° een gemotiveerd advies van de Cel financiële informatie betreffende de potentiële weerslag van de SEC-waarborg op de gewestelijke saldi inzake financiering en schuldenlast.

Na onderzoek van de aanvraag overeenkomstig het eerste en het tweede lid wordt ze door de Minister voor beslissing aan de Waalse Regering overgemaakt.

De aanvraag en het voorstel van beslissing worden aan de Waalse Regering overgemaakt binnen zes maanden, te rekenen van de dag na de datum van verzending overeenkomstig paragraaf 2, waarbij de poststempel bewijskracht heeft. Als de lener verzocht wordt om bijkomende informatie, wordt de termijn opgeschort tot de dag na de verzending van de informatie door de lener. Elke aanvraag van bijkomende informatie wordt schriftelijk geformuleerd.

§ 5. In afwijking van artikel 13, 20°, van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Regering, wordt het besluit tot toekenning of weigering van de waarborg door de Waalse Regering aangenomen. Het moet met redenen omkleed worden.

Het besluit tot opschorting of weigering van de waarborg wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de lener meegedeeld. ».

Art. 4. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 7/1, luidend als volgt :

« Art. 7/1. § 1. De waarborg van de Waalse Regering heeft pas uitwerking vanaf de datum waarop de lener een bijdrage van 0,35 percent van het bedrag van de gewaarborgde lening en een aanvullende bijdrage van 0,015 percent van het aanvankelijke bedrag van de gewaarborgde lening betaalt aan de gewestelijke administratie van de schatkist.

Die bijdrage wordt gestort binnen dertig kalenderdagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van het besluit tot toekenning van de waarborg aan de lener.

Als de bijdrage niet gestort wordt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt de waarborg van de Waalse Regering geacht te zijn geweigerd.

Op gemotiveerd uitdrukkelijk verzoek van de lener kan de Waalse Regering bij wijze van uitzondering afwijken van de termijn bedoeld in het tweede lid.

§ 2. Een bijkomende bijdrage is jaarlijks verschuldigd op de verjaardag van de sluiting van de lening.

Het bedrag van die bijkomende bijdrage is gelijk aan 0,015 percent van het saldo van de lening dat verschuldigd blijft op de datum waarop die bijdrage overeenkomstig het eerste lid verschuldigd is.

Die bijkomende bijdrage wordt aan de gewestelijke administratie van de schatkist gestort binnen dertig kalenderdagen, te rekenen van de verjaardag van de sluiting van de lening. ».

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. § 1. De controle op en de opvolging van het besluit tot toekenning van de waarborg van de Waalse Regering worden gezamenlijk uitgeoefend door :

- de gewestelijke administratie belast met Gezondheid,
- de « Société régionale d'investissement de Wallonie », via haar gespecialiseerde dochtermaatschappij GELIGAR,
- de Cel financiële informatie,
- de gewestelijke administratie van de schatkist.

§ 2. Om de controle op en de opvolging van het besluit tot toekenning van de waarborg van de Waalse Regering mogelijk te maken, verbindt de lener zich ertoe :

1° alle gegevens van financiële of boekhoudkundige aard te verstrekken die voor die controle en die opvolging nodig zijn;

2° elk bewijsstuk voor te leggen waaruit blijkt dat de lening voor de voorziene doeleinden gebruikt wordt en dat het project waarvoor de lening werd toegestaan goed uitgevoerd wordt;

3° de vier entiteiten bedoeld paragraaf 1 betrekken bij alle fasen van de procedure waarbij de lening wordt aangevraagd, welke o.a. de analyse van de documenten zoals het bijzonder lastenboek, de bankoffertes en de toewijzing vereisen.

§ 3. Met het oog op de waarborg van de sommen die eventueel aan de financiële instelling gestort werden ter uitvoering van de waarborg van de Waalse Regering, verbindt de lener zich gedurende de hele geldigheidsduur van de waarborg van de Waalse Regering ertoe :

1° zijn vastgelegde roerende of onroerende activa niet te vervreemden zonder de voorafgaande toestemming van de Ministers van Gezondheid, Begroting en Financiën;

2° zijn vastgelegde roerende of onroerende activa niet ten gunste van derden in waarborg te geven zonder de voorafgaande toestemming van de Ministers van Gezondheid, Begroting en Financiën;

3° een hypotheek ten gunste van het Waalse Gewest toe te staan op alle onroerende goederen in zijn bezit, behoudens andersluidend advies van de Ministers van Gezondheid, Begroting en Financiën.

De hypotheek bedoeld in het vorige lid, 3°, moet op het eerste verzoek van de Ministers van Gezondheid, Begroting en Financiën toegestaan worden voor het bedrag dat de Minister van Begroting en Financiën bepaalt, ten belope van maximum het gewaarborgde bedrag. Als de lener een VZW is, kunnen de Ministers eisen dat de verbintenis van de lener geconcretiseerd wordt door een authentiek mandaat om zijn onroerende goederen te hypothekeken ten belope van het gewaarborgde bedrag.

De Minister van Begroting en Financiën kan voor alle hypotheeken een pariteitsovereenkomst met de financiële instelling sluiten. ».

Art. 6. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31315]

27 MAART 2014. — Ordonnantie houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Eiland Man tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Brussel op 16 juli 2009

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Eiland Man tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Brussel op 16 juli 2009, zal volkomen gevolg hebben.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31315]

27 MARS 2014. — Ordonnance portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et l'Île de Man tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 16 juillet 2009

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La Convention entre le Royaume de Belgique et l'Île de Man tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 16 juillet 2009, sortira son plein et entier effet.